

QUEL AVENIR POUR LA BANQUE DE LA POSTE ?

La FGTB relance l'idée, comme proposition contre la crise, d'une banque publique dans notre pays. Déjà, nous avons avancé une idée similaire avec feu François Martou il y a quelques mois. L'idée était lancée avant la crise économique que nous connaissons actuellement et qui n'est pas terminée. C'est aujourd'hui l'emploi qui est le plus menacé. Nous avons soutenu cette idée dans ces mêmes colonnes du Soir pendant la période préalable à la crise économique qu'annonçait la crise bancaire, à savoir au moment des grandes difficultés que rencontraient Fortis. Aujourd'hui, la crise de Fortis est « finie » et la banque est divisée entre Pays-Bas et Belgique. Et surtout Fortis Belgique a été « absorbée » par la BNP et est devenue française. On peut pourtant rappeler et souligner qu'une Fortis largement belge était fort probablement viable.

Les banques ont des responsabilités. Celles de soutenir l'emploi, l'économie et le développement durable sont extrêmement importantes. Dans sa prise de position Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB, le souligne, il y a aujourd'hui 188 milliards d'euros sur les comptes d'épargne belges : « *Peut-on vraiment faire confiance aux banques pour jouer un rôle d'intermédiaire, pour offrir un retour au citoyen et à la société ?* », s'interroge-t-elle. J'ajouterais que nous avons besoin d'une banque publique pour orienter l'épargne vers l'économie réelle du pays, vers les projets d'investissement des particuliers et des entreprises relevant d'une concrétisation du développement durable. L'enjeu est donc l'affectation des moyens récoltés. Il est évidemment important que soient offerts à toute personne un service de qualité et une sécurité de leur épargne aux particuliers et aux pme.

Nous avons proposé, avec François Martou, de consolider une « banque d'intérêt général », en fait une banque majoritairement publique, sur base des agences Fintro, de Dexia (dont il faut, encore aujourd'hui, défendre l'intérêt pour notre activité et notre emploi) et de la Banque de la Poste.

Et c'est là que s'ouvre un nouvel enjeu. Quel avenir pour la Banque de la Poste ? Elle offre un service de base aux citoyens : compte courant, compte d'épargne, services dans de nombreuses agences (les bureaux de poste),... Elle appartient aujourd'hui à ... Fortis et à La Poste, donc en partie à l'état. Et s'offre aujourd'hui une nouvelle campagne de pub positive pour doré son image. Le capital de La Poste a été remanié par le retrait de la poste danoise. Même si l'état belge n'est plus propriétaire de Fortis, mais qu'il détient toujours 25% de la banque, il faut sur la base de ce capital et sur d'autres bases – à négocier – construire un dossier solide pour créer une BB, une banque belge d'intérêt général au capital *majoritairement* public, qui ait la finalité d'intérêt général souhaitée.

Il y a quelques mois à l'époque de la saga Fortis, la FGTB soulignait déjà, comme François Martou et moi le faisons aussi : "*Il est essentiel que la banque se*

concentre désormais sur ses missions fondamentales: collecter l'épargne et accorder des crédits pour investir dans des projets économiques et sociaux qui soutiennent l'emploi, particulièrement mis à rude épreuve". On ne peut que partager encore aujourd'hui entièrement cette analyse qui rejoint celle que nous défendons. Celle-ci doit partir d'une consolidation et d'une indépendance, par les changements d'actionnariat de la Banque de la Poste. Afin de soutenir la demande des milieux sociaux, associatifs, entrepreneuriaux. La Banque de la Poste doit donc être la base d'une banque d'intérêt général soutenue par une volonté politique qui soutienne les besoins de nos citoyens et de nos entreprises.

Cet aspect ne peut être oublié. Ce serait pour notre gouvernement fédéral, et surtout pour ses membres progressistes, l'occasion de montrer qu'il peut agir avec la même fermeté que celle dont ont fait preuve les gouvernements français et néerlandais pour défendre l'emploi et l'économie de leur pays.

Une banque publique belge, créée sur base de la Banque de la Poste, indépendante de Fortis, au service de notre économie et de notre emploi en Belgique dans son cadre heureusement européen est tout aussi nécessaire qu'il y a quelques mois. Ce n'est pas parce que la crise bancaire ne fait plus la Une de la Une des journaux que cette nécessité est moins urgente. Le défi est lancé aux responsables progressistes de notre gouvernement fédéral.

Henri Simons

Ancien député,

Co-président du Collectif pour l'écologie sociale